INFOR
#OCTOBRE2026
BULLETIN TRIENNAL DU MOUVEMENT MONDIAL DES TRAVAILLEURS CHRÉTIENS
www.mmtc-infor.com



Démocratie, corruption et engagement chrétien : œuvrer pour le bien commun

Non à une tyrannie majoritaire déguisée en démocratie!

« Le monde s'effondre ! » [1]. Cette exclamation traduit l'inquiétude de nombreuses populations face aux conflits qui ensanglantent notre planète. De la guerre entre la Russie et l'Ukraine aux tensions armées entre les États-Unis et l'Iran, en passant par les violences qui frappent la RDC, le Soudan, le Yémen ou encore la Syrie, la paix tant désirée par les hommes et les femmes de bonne volonté semble toujours hors de portée. Le monde ressemble de plus en plus à une jungle où la loi du plus fort tend à s'imposer. Derrière cette réalité se cachent souvent la cupidité, la recherche effrénée du profit et la volonté de certains groupes d'accroître leur contrôle sur les ressources et les centres de décision politique, économique et technologique.

Parallèlement, nos systèmes de gouvernance montrent des signes inquiétants de fragilité. La montée des nationalismes, la progression de l'extrême droite dans plusieurs pays, la corruption électorale, les manipulations de l'opinion publique et l'instrumentalisation des institutions démocratiques constituent des menaces réelles pour le vivre-ensemble. Dans de nombreux contextes, les citoyens ont le sentiment que leur voix compte de moins en moins.

La démocratie, telle qu'elle s'exprime à travers les systèmes électoraux, ne garantit plus automatiquement la stabilité, la paix et la justice. Les élections sont souvent suivies de contestations qui dégénèrent parfois en crises politiques ou en violences. L'exercice du pouvoir n'est plus toujours perçu comme un service rendu à la nation, mais comme un moyen de consolider son influence et de contrôler les ressources stratégiques. Pour atteindre ces objectifs, certains recourent à la corruption, à la démagogie, à la désinformation ou au populisme.

Face à cette situation, le Mouvement Mondial des Travailleurs Chrétiens (MMTC) dit non à une démocratie réduite à une simple mécanique électorale. Une démocratie authentique doit favoriser la participation effective des citoyens à la recherche du bien commun. Elle doit garantir la dignité de toute personne humaine, protéger ses droits fondamentaux et assurer l'exercice de ses libertés civiques. Sans ces fondements, elle perd sa légitimité.

Comme l'a rappelé le pape Léon XIV : « La démocratie ne reste toutefois saine que lorsqu'elle est enracinée dans la loi morale et dans une vision authentique de la personne humaine. Dépourvue de ce fondement, elle risque de devenir soit une tyrannie majoritaire, soit un masque dissimulant la domination des élites économiques et technologiques » [2].

Avec ses mouvements membres, le MMTC poursuivra son travail d'éducation, de formation et d'éveil des consciences afin de promouvoir une participation citoyenne éclairée au service du bien commun, de la justice sociale, de la paix et du vivre-ensemble. ■

Evariste Nsengumuremyi
Secrétaire général
du MMTC

(1) Titre du roman de Chinua Achebe : *Le monde s'effondre (Things fall apart).*
(2) Message du Pape Léon XIV Session plénière de l'Académie pontificale des sciences sociales, « Les usages du pouvoir : légitimité, démocratie et réécriture de l'ordre international » 9 avril 2026.

Démocratie et corruption à Madagascar

À Madagascar en 2025-2026, la démocratie et la corruption sont au cœur des préoccupations du peuple. Comprendre cette réalité à la lumière de la Parole de Dieu nous appelle à un engagement concret.

La situation actuelle à Madagascar

Sur le plan politique, Madagascar est une démocratie avec des élections régulières. Mais les rapports récents montrent des fragilités. Le pays est classé « régime hybride » : les élections comportent des irrégularités, l'opposition subit des pressions et la vie civique a été rétrogradée. Ainsi, en 2025, les manifestations des jeunes pour dénoncer la pénurie d'eau et d'électricité ont causé de nombreux blessés et des pertes en vies humaines.

Sur le plan de la corruption, la situation reste critique. Madagascar est parmi les pays les plus touchés par la corruption. Celle-ci touche plusieurs niveaux : administration, justice, marchés publics, voire distribution d'aides. Elle se traduit par des hôpitaux sans médicaments, des écoles sans moyens et une pauvreté qui s'aggrave. Pire encore, des intérêts privés influencent parfois les décisions politiques au détriment du bien commun.

Nécessité d'un jugement à la lumière de la parole de Dieu et de l'enseignement de L'Église

La Bible et la Doctrine Sociale de l'Église portent un regard clair sur cette situation.

Dieu aime la justice : « Recherchez la justice, secourez l'opprimé » (Is 1,17). La corruption est condamnée car elle prive les pauvres de ce qui leur revient. Le Catéchisme l'appelle un péché grave contre la justice et la vérité.

Concernant le pouvoir, Jésus lui-même donne ce modèle : « Celui qui veut être grand parmi vous sera votre serviteur » (Mc 10,43). L'Église enseigne donc que le pouvoir politique doit servir le bien commun, respecter la dignité de chaque personne et favoriser la participation de tous.

Face aux violences et à la répression, l'Église rappelle que toute vie humaine est sacrée et que le droit de manifester pacifiquement doit être respecté. Face à l'argent qui corrompt, elle dénonce l'idolâtrie de l'argent et favorise l'option préférentielle pour les pauvres.



En résumé, une démocratie sans justice et sans intégrité trahit sa mission. Une politique et une économie au service de quelques-uns au lieu de tous sont contraires à l'Évangile.

Des actions concrètes pour notre association

Nous ne pouvons pas tout changer, mais nous pouvons être « levain dans la pâte ». Ainsi, la première réunion du Bureau National a été ouverte par un temps de récollection spirituelle. L'Étude de l'Évangile, conduite par le Père Jean Louis Totozafy, Aumônier National, a permis aux membres de recentrer leur mission dans l'Amour selon Dieu. Voici quelques engagements concrets :

1. Être exemplaires dans la transparence

Assurer une gestion transparente : trois devis pour les achats, double signature, rapports accessibles aux bénéficiaires et aux bailleurs, et lutte contre toute forme de non-transparence.

2. Éduquer à la citoyenneté et à l'intégrité

Informer les communautés sur leurs droits et devoirs et rappeler que les services publics doivent être accessibles sans corruption : « Dites non à la corruption ».

3. Jouer notre rôle de veille citoyenne

Suivre les projets publics dans nos communes, établir des rapports citoyens, mettre en place une boîte à plaintes et orienter les victimes vers le BIANCO (Bureau Independent Anti-Corruption). Dénoncer les faits avec preuves et sans esprit partisan.

4. Former des hommes et des femmes intègres

Promouvoir dans nos équipes et auprès des bénéficiaires un code d'éthique fondé sur la devise : « Mains propres, cœur pur ». Servir les pauvres, c'est servir le Christ lui-même (Mt 25,40).

Conclusion

La situation est grave, mais l'espérance est possible. La démocratie se construit chaque jour par des actes justes. La corruption recule lorsque des citoyens refusent la fatalité. En tant que chrétiens et acteurs associatifs, nous sommes appelés à être des artisans de paix et de justice pour concrétiser la démocratie à Madagascar. « Heureux ceux qui ont faim et soif de la justice, car ils seront rassasiés » (Mt 5,6). ■

Iray Aina
Madagascar

Centrafrique : la précarité, terreau de la corruption

Paiements informels, accès inégal aux services publics, achat de voix, gestion opaque des ressources : la corruption fragilise les droits des citoyens et leur confiance dans les institutions. Le Mouvement des Travailleurs Chrétiens de Centrafrique (MTC) appelle à renforcer la transparence, la redevabilité et la participation citoyenne.

A Bangui comme en province, les effets sont tangibles. Les services coûtent plus cher qu'ils ne devraient, l'accès aux droits varie selon les moyens de chacun, la défiance envers l'État se creuse. Pour le MTC, combattre la corruption relève de la justice sociale et de la dignité humaine.

Des pratiques pénalisantes

Sur certains axes routiers, transporteurs et voyageurs se voient réclamer des paiements informels lors des contrôles. Ces sommes n'ont aucune base légale : elles constituent une charge injuste, supportée sans recours possible.

Dans la santé et l'éducation, ces pratiques pèsent d'abord sur les familles vulnérables, celles qui ont le moins de marge de négociation. L'accès aux services essentiels doit reposer sur des règles claires et équitables, connues de tous. Les citoyens doivent savoir quelles voies de recours existent pour signaler les abus.

Le « Koudoufara » et le vote

Le terme « Koudoufara » renvoie à 1998. Élu de Ouadda-Djallé sous étiquette Parti Social-Démocrate (PSD), Dieudonné Koudoufara rallie le camp présidentiel et fait basculer la majorité. L'épisode nourrit encore aujourd'hui des accusations de débauchage.

Depuis, le « koudoufarisme » désigne les ralliements politiques associés à des avantages matériels. Pour le MTC, monnayer la volonté des électeurs nuit à l'intégrité du scrutin. Toute accusation doit reposer sur des faits vérifiables : le vote doit rester libre et non devenir une transaction.

Transparence et ressources publiques

La corruption touche les marchés publics et le secteur extractif. La transparence minière est déterminante : elle permet de savoir ce que rapportent les ressources du pays et comment ces revenus sont utilisés pour financer le développement.

Le MTC participe aux initiatives de la société civile pour la transparence, notamment autour de l'ITIE (Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives). Le MTC Centrafrique prend part, aux côtés d'autres organisations nationales de la société civile, à l'exemple de l'ITIE, aux travaux de la Maison des services des ONG nationales (MDS-CA). Cette structure a entre autres missions la veille citoyenne, l'accompagnement dans le suivi des politiques publiques, la défense de la transparence et la participation active aux processus de décision.

Actions concrètes du MTC

Au sein de la MDS-CA, le MTC mène une veille citoyenne : suivi des politiques publiques, participation aux cadres de concertation, ateliers communautaires sur la redevabilité, collecte d'informations de terrain. Il contribue au plaidoyer pour la publication des données sur les ressources publiques et pour l'accès à une information fiable.



Femmes leaders contre la corruption

Le MTC place l'autonomisation des femmes au cœur de la prévention. Il organise des formations à l'entrepreneuriat, à la gestion des activités génératrices de revenus, au leadership, à la connaissance de leurs droits. Une femme économiquement autonome est moins exposée aux paiements informels : elle peut refuser l'injustice et prendre part aux décisions concernant sa communauté.

Informer pour mieux agir

Pour le MTC, la lutte ne se limite pas aux sanctions. Elle exige aussi prévention, éducation civique et participation de tous. À travers ses émissions phares sur Radio Notre-Dame, le MTC assure une mission d'éducation civique et morale. Il déconstruit les pratiques de corruption, dénonce les abus et promeut les valeurs de justice, de transparence, de dignité humaine. En donnant la parole aux citoyens, aux autorités et aux partenaires, ces émissions deviennent un espace d'éveil des consciences et d'engagement collectif contre les maux qui freinent le développement communautaire.

C'est une responsabilité collective. Lutter contre la corruption, c'est protéger les droits, promouvoir la transparence, bâtir une société plus juste et solidaire. ■

Louis Bainilago
Membre du MTC Centrafrique

Pérou : quand le pouvoir cesse de servir

Parler de démocratie et de corruption au Pérou, c'est parler d'une blessure qui ne s'est pas encore refermée.

Mais la corruption ne peut être réduite au fonctionnaire qui reçoit un pot-de-vin, au marché public attribué de manière frauduleuse ou à l'argent de l'État qui disparaît. Il y a quelque chose de plus profond : la corruption commence lorsque le pouvoir, qui devrait être au service de la communauté, cesse d'être une responsabilité pour être considéré comme la propriété de celui qui l'exerce.

De mon expérience de femme de foi et de militante sociale, cette question possède également une dimension spirituelle. Le pouvoir ne nous appartient pas. Lorsqu'une personne reçoit une responsabilité publique, elle reçoit la confiance des autres. C'est pourquoi une expression que je m'efforce d'appliquer dans ma propre vie politique est : **« gouverner en obéissant ».**

Cela semble contradictoire, mais cette expression renferme une vérité démocratique profonde : celui qui gouverne doit d'abord apprendre à écouter, à respecter la volonté populaire et à rendre des comptes à ceux qu'il représente.

La corruption détruit précisément cette relation. Elle transforme le mandat citoyen en appropriation. Et lorsque cela se produit, ce n'est pas seulement l'argent public qui se perd : la confiance s'effrite, les institutions se dégradent et l'espérance de ceux qui attendent de la politique qu'elle améliore leurs conditions de vie s'affaiblit.

Les chiffres nous montrent l'ampleur du problème. La XIIIe Enquête nationale sur les perceptions de la corruption réalisée par Proética indique que 88 % des personnes interrogées estiment que la corruption a augmenté au cours des cinq dernières années. Huit personnes sur dix affirment qu'elle affecte directement leur vie quotidienne ; 42 % considèrent qu'elle réduit leur confiance dans l'État, les responsables politiques et les autorités, et 39 % identifient des conséquences sur des services essentiels comme la santé et l'éducation.

Derrière chaque pourcentage, il y a des visages bien réels : une famille qui attend des soins de santé, un jeune qui ne trouve pas d'opportunités, une communauté qui réclame une infrastructure qui n'arrive jamais. C'est pourquoi la corruption constitue également une forme de dépossession : elle s'approprie des ressources qui appartiennent à tous et frappe plus durement ceux qui disposent de moins de moyens pour défendre leurs droits.

La combattre exige des lois, des mécanismes de contrôle, de la transparence et des sanctions. Mais cela exige aussi de former les consciences. Il ne suffit pas d'attendre que d'autres surveillent le pouvoir. Une démocratie vivante a besoin de citoyens qui questionnent, participent, s'organisent, contrôlent l'action publique et exigent la reddition des comptes.

À la lumière de la foi chrétienne, je me pose une question qui va au-delà de la légalité : pour qui exerçons-nous le pouvoir ?

L'Évangile nous rappelle que celui qui veut être grand est appelé à devenir serviteur. Pour celles et ceux qui viennent d'une tradition d'engagement aux côtés des travailleurs et des secteurs les plus vulnérables, cette parole possède une force profondément politique : gouverner, c'est servir ; représenter, c'est écouter ; exercer l'autorité, c'est assumer une responsabilité envers les autres.

L'espérance chrétienne ne signifie pas fermer les yeux sur la réalité. Elle signifie croire que nous pouvons la transformer. Et cette espérance devient concrète lorsque chacun s'organise, participe et s'engage.

Défendre la démocratie, c'est aussi défendre une autre conception du pouvoir : non comme un privilège ni comme une appropriation, mais comme un service. Gouverner en obéissant, c'est se souvenir qu'aucune autorité n'est au-dessus du peuple et que toute responsabilité publique trouve son véritable sens lorsqu'elle est mise au service de la vie, de la dignité et du bien commun. ■

Mila Ayay. MTC-Callao-Pérou



Guatemala : une démocratie séquestrée

Le Guatemala se situe au rang 142 sur 182 pays évalués (26 points sur 100), selon l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) 2025, publié par Transparency International (ONG allemande). Par ailleurs, nous occupons la place 13 sur 15 dans l'Indice de Capacité à Combattre la Corruption (CCC) en Amérique latine, élaboré par des organisations du Conseil des Amériques.

Causes

Le Guatemala est un pays riche en biodiversité et en multiculturalité, avec diverses communautés et peuples autochtones cohabitant dans un territoire stratégique, frontalier avec l'État du Chiapas, au Mexique. Nous portons une histoire de contrôle et de soumission permanente, exercée par diverses élites économiques traditionnelles et/ou de nouveaux groupes de pouvoir liés au narcotrafic et au crime organisé, subordonnés en même temps aux empires successifs et à leurs multinationales. La corruption et l'impunité sont leur méthode et leur stratégie pour corroder l'institutionnalité publique et le tissu social, afin d'imposer leurs politiques et dynamiques extractivistes.



Peuples résistants et résilients

En tant que peuples résistants et résilients, à différents moments de l'histoire, nous avons secoué le joug des divers systèmes imposés. En décembre 2026, nous commémorons les 30 ans de la fin du conflit armé et la signature d'une Paix ferme et durable (29.12.1996), qui visait la construction d'un État démocratique. Une démocratie et une justice sociale qui pourtant, ne se concrétisent pas encore, malgré l'accompagnement international qui a observé la mise en œuvre de la démocratie et la lutte contre la corruption. Les Nations Unies ont veillé aux processus démocratiques et à la culture des droits humains, aux côtés d'initiatives de diverses Églises, ONG et mouvements sociaux, qui ont soutenu le renforcement de la société civile et les efforts pour surmonter la pauvreté.

Le gouvernement actuel du Dr. Bernardo Arévalo (2023–2027) est entré en fonction grâce à un mouvement social national, qui a permis de faire face à un processus électoral entaché de mécanismes frauduleux, destinés à protéger le gouvernement sortant du Dr. Alejandro Giammattei (2020–2024). Ce dernier a poussé à l'extrême l'agenda de corruption et d'impunité dans le contexte de la pandémie de COVID 19, qualifié de crimes contre l'humanité. Nous poursuivons aujourd'hui ce chemin, avec un gouvernement encore immergé dans un État séquestré.

Le MTC est né en 1997, dans le contexte de la signature de la Paix, comme organe lié à la Pastorale Sociale du diocèse de San Marcos, avec l'inspiration et le soutien de la KAB/Allemagne. Nous avons assumé la mission de contribuer à dépasser le système de servitude dans les plantations de café et la précarité du monde rural, à travers la trilogie : Terre, Toit et Travail. Ce chemin nous a confrontés aux réalités les plus dures de la corruption et de l'impunité : le secteur agro exportateur du café et le système judiciaire.

Avec espoir et des engagements renouvelés

Avec espérance et engagements renouvelés, nous cherchons, depuis les communautés et en articulation avec diverses réseaux et mouvements sociaux, à contribuer à la construction d'une société démocratique inspirée par l'Évangile de Jésus : rapprocher de notre réalité son règne de paix, de justice et de liberté, dans un esprit œcuménique du *Bien Vivre* de nos communautés et peuples. ■

MTC de San Marcos
Guatemala

Actualités du Mouvement mondial des travailleurs chrétiens (MMTC)

Rencontre du conseil international 2026



Du 31 juillet au 4 août 2026, la réunion du conseil international du MMTC s'est tenue à Rome. Les participants ont discuté de différents points relatifs à la vie du mouvement, notamment les actualités régionales, les activités du bureau et du secrétariat général pour 2025/2026, les finances, etc. Les membres du conseil ont particulièrement échangé sur le séminaire international et l'assemblée générale prévue du 26 au 31 juillet 2027 à Madrid en Espagne.

La réunion du conseil à Rome a été précédée par la visite effectuée par les membres du bureau au dicastère des Laïcs, de la Famille et de la Vie ainsi qu'à la Secrétairerie d'État. Lors de ces visites, les échanges ont porté sur le travail de formation du MMTC en rapport avec son plan d'action 2023-2027 dont le thème est « Justice sociale dans une économie pour la vie », sur la vie du mouvement sur les différents continents ainsi que sur la collaboration entre le MMTC et l'Église. ■



Rencontre européenne 2026

La rencontre annuelle du Mouvement européen (MTCE) s'est tenue du 10 au 12 septembre 2026 à Brixen, dans le Sud Tyrol (Italie).

La rencontre a travaillé autour du thème du tourisme. Il a été constaté que le développement du tourisme ne profite qu'aux propriétaires hôteliers, alors qu'il a des conséquences néfastes sur la population locale, notamment sur les travailleurs de ce secteur. Une déclaration finale a été faite et publiée sur les différents canaux de communication du mouvement. ■

Evariste Nsengumuremyi
Secrétaire général
du MMTC

Prière à propos de « la corruption, la fraude et l'abus de pouvoir » [1]

Tes princes [...] aiment les pots-de-vin et courent après les cadeaux. Ils ne font pas justice à l'orphelin (Is 1, 23).



Esprit assoiffé d'intégrité, d'honnêteté et de justice:

Accueille notre prière qui te présente notre colère devant les multiples manœuvres politiques et les jeux d'influence occultes par lesquels des personnes tentent de s'approprier indûment des avantages personnels au détriment du bien-être collectif.

Que ce soit par l'obtention de postes assurant un certain statut social, par des sommes détournées lors de contrats publics, par l'évitement fiscal, par la promotion de projets économiques ne servant que les intérêts d'une minorité plutôt que ceux de l'ensemble de la collectivité, nos valeurs sont heurtées de plein fouet par le peu de sens éthique de certains de nos frères et sœurs.

Aide-nous à dépasser notre crainte légitime de nous faire des ennemis ou de nous faire ridiculiser par nos proches lorsque nous dénonçons les exactions dont nous sommes témoins. Préserve-nous de la tentation de nous réfugier dans l'indifférence et de détourner le regard devant la corruption et la fraude.

Rends-nous vigilants pour débusquer toute déformation de langage visant à transformer les fraudeurs en gens intelligents qui « auraient le sens de l'initiative et le génie » de se soustraire à leurs responsabilités sociales et de s'approprier indûment une part du bien public.

Donne-nous le courage de marcher dans les pas des auteurs de l'Exode; ce livre nous rappelle que Dieu veut des femmes et des hommes libres: « Tu n'accepteras pas de pots-de-vin, car l'argent aveugle ceux qui voyaient clair et fait du tort à la cause du juste » (Ex 23, 8).

Devant les personnes payées pour faire du lobbying en faveur des énergies fossiles alors que, selon l'avis presque unanime de la communauté scientifique internationale, il est urgent de nous départir de celles-ci, injecte en nous une dose d'audace suffisante pour nous élever contre ces projets, conscients que la cause du juste, ici, n'est rien d'autre que celle du bien-être et de la sécurité des générations futures!

Donne-nous de nous souvenir constamment de l'invitation de Jésus de Nazareth de rendre « à César ce qui est de César, et à Dieu ce qui est de Dieu » (Mt 22, 21), nous rappelant ainsi que la sphère politique fait partie intégrante du projet d'humanité qu'il nous propose et qu'il appelle le Royaume.

Esprit de droiture, accueille notre prière; avec Jean qui traite de menteur celui qui prétend aimer Dieu qu'il ne voit pas sans aimer son frère qu'il voit, nous affirmons : « Si quelqu'un prétend aimer Dieu en se désintéressant et en se déresponsabilisant du champ politique où s'organise et se joue la qualité d'être-en-relation avec soi et avec les autres, à travers des structures et des institutions en perpétuelle quête d'intégrité, de droiture, d'honnêteté, d'authenticité, celui-là est un menteur » (cf. 1 Jn 4, 20).

Que notre action s'inspire de la vision de l'auteur des Proverbes: « L'intégrité se charge de guider les hommes droits » (Pr 11, 3).

Amen. ■

Équipe de Joliette
Québec, Canada

[1] Tirée de Pierre Prud'homme, *Cultiver la confiance,* Ed Novalis 2018, pp 25-28.

La spiritualité évangélique dans les contextes électoraux

J'écris ces lignes alors que le Québec est en période pré-électorale. Comme partout ailleurs sur la planète, les idéologies de droite séduisent une partie de plus en plus importante de notre population. Dans ce contexte, comment développer une spiritualité évangélique ?

L'Enseignement social de l'Église y contribue par un éclairage fort important qui vise, selon les contextes culturels et historiques différents, à promouvoir une société plus juste, plus solidaire et plus humaine pour toutes et tous, ainsi qu'à appliquer l'Évangile de Jésus Christ à la vie sociale, politique et économique du monde.

Quatre axes de l'Enseignement social de l'Église sont éclairants à ce propos.

La recherche du bien commun

C'est la recherche du bien de toute la société, qui dépasse la somme des biens individuels. Elle nécessite la coopération et la participation de tous pour créer un environnement où chacun peut s'épanouir. Cela inclut la paix sociale, la justice, la solidarité, la sécurité, le développement durable, et le respect de l'environnement. Elle rend nécessaire la participation active de tous les membres de la société, ainsi qu'une coopération entre les différents groupes et institutions.

La solidarité

C'est la reconnaissance de l'interdépendance humaine et de la responsabilité collective envers le bien-être de tous, en particulier des plus vulnérables. Elle implique un engagement à partager les ressources, à promouvoir la justice sociale et à lutter contre les inégalités. Elle s'exprime par la charité, mais aussi par des actions politiques et économiques visant à transformer les structures sociales injustes.

Lutte à la pauvreté, à l'exclusion sociale et la défense des droits humains

L'Église condamne la pauvreté et l'exclusion sociale sous toutes ses formes et appelle à une action concrète pour lutter contre elles. Elle la considère non seulement comme un manque de ressources matérielles, mais aussi comme une privation de droits fondamentaux, une exclusion sociale et une atteinte à la dignité humaine. Elle appelle à des actions globales, incluant la redistribution des richesses, le soutien aux initiatives locales de développement, la promotion d'un commerce équitable, et la lutte contre les causes structurelles de la pauvreté. Dans le même élan, l'Église défend les droits humains fondamentaux de toutes et de tous, y compris le droit à la vie, à la liberté de religion, à l'éducation, à la santé et à un travail décent.

La subsidiarité

C'est le principe selon lequel les problèmes doivent être résolus au niveau le plus proche des personnes concernées, en respectant l'autonomie des individus et des groupes. Les niveaux



supérieurs d'autorité ne doivent intervenir que lorsque les niveaux inférieurs sont incapables de résoudre les problèmes. Ce principe n'est pas une simple délégation de pouvoir. Il vise à promouvoir l'autonomie des individus et des groupes, et à favoriser la participation active de toutes et tous à la vie sociale. L'objectif est de trouver un équilibre entre l'autonomie locale et la coordination nécessaire pour le bien commun.

C'est un principe qui s'oppose à toutes formes de dictatures ou de gouvernements autoritaires qui nient une saine démocratie : gouvernement pour et par le peuple. ■

Denis Plante
Aumônier international du MMTC

Mouvement Mondial des Travailleurs Chrétiens (MMTC)
Bd. du Jubilé, 124
B-1080 Bruselas (Bélgica)
Tel. +32 247 22 79

info@mmtc-infor.com
www.mmtc-infor.com

Directeur de publication
Christine Isturiz y Tarcisio K. Njue

Comité de rédaction:
Membres du conseil international du MMTC

Édition
Evariste Nsengumuremyi

Conception et mise en page:
Noticias Obreras, avec la collaboration du Fonds de Solidarité Internationale (FSI) de l'HOAC

Contenu disponible dans
www.noticiasobreras.es/seccion/infor